



Spécial retraites n°5

La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Pour gagner, frapper plus fort !

Après le 31, on continue

Le 19 janvier a fait peur au gouvernement

Nous étions 2 millions dans la rue, et nombreux/ses en grève ce jour-là. Ils ne s'y attendaient pas, et le gouvernement a été obligé d'admettre que la mobilisation contre son projet est forte. Macron commence à dire qu'il y a des choses à discuter : cela montre que notre mobilisation inquiète le pouvoir.

Mais, sur le point essentiel des 64 ans, ils ne veulent pas bouger. Or, toutes les manifestations du 19 janvier se sont accordées pour dire : « 64 ans, c'est NON ! ». Il nous faut donc redescendre dans la rue et frapper plus fort pour nous faire entendre.

Par millions dans la rue

L'unité syndicale s'est à nouveau construite pour le mardi 31 janvier. C'est très positif. Ce jour-là, il faudra être en grève et dans la rue. Encore plus nombreux/ses que le 19. Pour montrer que le rejet du projet gouvernemental s'est encore accru. Parce que c'est un projet qui raccourcit nos vies.

Les organisations syndicales ne sont pas seules dans l'action. Des associations soutiennent le refus des 64 ans. Les partis et mouvements de gauche, notamment regroupés dans la NUPES, participent à la mobilisation. C'est tout un peuple qui va dire « NON » le 31 janvier.

Reconduire la grève

Si ce gouvernement respectait la volonté populaire, il retirerait son projet. Mais, depuis l'élection de Macron, nous savons qu'il agit à sa guise, et ne recule dans ses projets, rarement, que contraint et forcé.

Pour l'obliger à renoncer à sa contre-réforme, il faudra donc plus que des journées, si puissantes soient-elles.

Après le 31, il faut continuer, par la grève et les manifestations, à agir pour le retrait du projet. Cela suppose de généraliser la grève reconductible, qui a commencé à se mettre en place dans certains secteurs. Cela suppose de généraliser la grève reconductible, qui a commencé à se mettre en place dans certains secteurs.

Les travailleur·ses du gaz et de l'électricité, celles et ceux de la chimie se préparent à plusieurs jours de grève. Les syndicats CGT et Sud Rail de la SNCF également ; de plus, ils se proposent de recourir à la grève reconductible à partir du 15 février. Des assemblées d'enseignant.es préparent aussi un mouvement prolongé. Le sentiment existe donc chez beaucoup qu'au-delà des nécessaires journées qui mobilisent tout le monde, il convient qu'un certain nombre de salarié.es montrent qu'ils et elles ne s'arrêteront pas tant que le gouvernement n'aura pas retiré son projet.

Si une grande partie de la production, des transports, des services se retrouvent bloqués, on pourra faire reculer ce gouvernement de réaction et de mépris social. Il en va de notre avenir et de celui de nos enfants.

ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire.

Nos engagements : pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Nos idées vous intéressent : contactez nous, rejoignez-nous
contact@ensemble-mouvement.org

65 milliards de cotisations patronales non payées...

Rendez l'argent pour les retraites

<https://ensemble-mouvement.com>

Réduire le temps de travail imposé c'est bon pour les retraites, la santé, l'écologie

Macron veut-il imposer du travail « forcé » ? Cela y ressemble. A l'écouter, il faut travailler plus intensément et plus longtemps : jusqu'à 64 ans à condition d'avoir cotisé 43 ans. Il veut obliger les chômeurs-euses à accepter n'importe quel emploi en diminuant leurs indemnités de 25% en durée, après l'avoir déjà réduite de 19% en prestation.

La loi Macron renforce l'inégalité femmes/hommes dans le droit à la retraite. Les femmes devront travailler plusieurs mois de plus que les hommes (de 6 à 9 mois en fonction des générations) pour avoir le taux plein.

Macron exige de travailler plus pour avoir plus de richesses.

C'est du cynisme. Oui la richesse ne vient que du travail, mais qui s'en empare ? Qui la possède ? Une part revient au travail, grâce aux luttes sociales et syndicales, et une grande part au monde de la finance. Ce vol des fruits du travail alimente les patrimoines et les revenus financiers (dividendes). L'association OXFAM révèle des chiffres faramineux : depuis 2020, les milliardaires français ont accru leur fortune de 200 milliards, soit + 58%. Bernard Arnault possède autant que 20 millions de Français ! Les dividendes versés aux possédants du CAC 40 se sont accrus de 93% en 2021, pour atteindre 70 milliards.

Pendant ce temps, 65 milliards de cotisations patronales à la Sécurité sociale sont « allégées » !

La richesse doit appartenir à celles et ceux qui la produisent !

Cela doit permettre une société d'égalité femmes/hommes, plus de santé et de démocratie au travail, plus d'investissements dans la transition écologique.

Réduire la durée du travail (RTT) exploité sous la coupe des possédants :

La semaine de 32 heures permettrait 4 millions d'emplois en plus (calcul CGT).

Elle permettrait l'égalité femmes/hommes par l'accès aux métiers sans discriminations, l'arrêt du temps partiel imposé à 80% aux femmes, et un partage des tâches ménagères.

Elle permettrait d'alléger la charge de travail dans les métiers pénibles.

Avec la Sécurité sociale professionnelle, la RTT à 32 heures permettra de débattre démocratiquement des finalités du travail, des transitions écologiques en toute sécurité.

A partir de 50 ans (les « seniors »), les travailleurs et travailleuses seraient valorisés dans leur travail qualifié, permettant une transmission des savoir-faire.

Les jeunes à partir de 18 ans doivent avoir un droit au travail sans précarité, au SMIC dès le premier emploi, et à un présalaire s'ils sont en formation.

La NUPES dans l'action pour nos retraites

Dès le 10 janvier, avait lieu à Paris un meeting contre le projet anti-retraites de Macron – Borne qui venait d'être annoncé. Il rassemblait des représentant.es des partis et mouvements de la NUPES. Depuis, dans de nombreuses villes, ces meetings ont lieu ou sont en préparation : à Bordeaux, Nantes, dans le Gard, à Lyon, en Seine Maritime, Le 19 janvier, des cortèges de la NUPES avec banderoles ont été remarqués dans beaucoup de manifestations.

C'est le signe que la NUPES n'est pas qu'un accord électoral de sommet, mais qu'elle peut devenir aussi un rassemblement militant. C'est ce qu'ENSEMBLE ! et d'autres défendent depuis le printemps dernier. En effet, si la gauche veut retrouver le chemin des milieux populaires elle ne doit pas se contenter de se présenter à eux lors des consultations électorales. Elle doit montrer qu'elle peut être utile aux revendications de celles et ceux qui aspirent à un changement de société. Et, au-



delà du soutien aux mobilisations, il convient que la NUPES fasse des propositions pour une autre politique, notamment sur les retraites, une politique de progrès social.

Alors que les partis de gauche, depuis les élections législatives passaient beaucoup de temps dans leurs problèmes internes, sans rapport avec la vie quotidienne de celles et ceux qu'ils prétendent représenter, voici pour eux l'occasion de montrer qu'ils peuvent aider à une mobilisation organisée prioritairement par les syndicats.

ENSEMBLE ! se propose d'œuvrer, avec tous les mouvements qui le souhaitent, pour que la NUPES constitue un véritable rassemblement populaire, opposé à la politique réactionnaire de Macron-Borne et combattant le danger mortel de l'extrême droite. Nous proposons que se regroupent celles et ceux qui espèrent une NUPES active et populaire, une NUPES qui propose une véritable rupture avec les politiques de régression sociale.